



DÉCLARATION LIMINAIRE DU SNUipp-FSU 26

CAPD 29 JUIN 2017

Monsieur le secrétaire général,

Nous assistons aujourd'hui à une CAPD dont l'ordre du jour est important.

Il sera question de l'avancement à la hors classe. Dans le cadre de PPCR, rien n'est encore clarifié sur le passage de tous les personnels dans deux corps durant leur carrière. Le SNUipp-FSU souhaite une même vitesse d'avancement pour tous, la plus rapide et l'accès pour tous à l'indice terminal de la classe exceptionnelle. Mais pour cette dernière année dans le système antérieur, nous avons découvert dans la circulaire habituelle du mois de mars la nouvelle date butoir de prise en compte de la note pédagogique. Imposant au mois de mars un changement de règle alors que des IEN avaient inspecté les enseignants dont la note n'avait pas été réévaluée depuis plusieurs années et susceptibles d'accéder à la hors classe, un certain nombre de personnels est lésé. D'autant que le correctif de note de notre département est inadapté et ne correspond pas à une moyenne des améliorations de notes, contrairement à ce que vous avez soutenu à la CAPD de février.

Au sujet des temps partiels, nous citerons Samuel Michalon, psychologue du travail intervenant dans le champ de la prévention de la santé au travail et co-auteur de « Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au temps libéré », qui accompagne individuellement et collectivement les personnels en souffrance au travail et affirme haut et fort qu'il est nécessaire de diminuer le temps d'exposition à l'emploi. Il s'appuie sur deux études de l'institut de veille sanitaire qui prouvent une corrélation entre les troubles dépressifs et temps d'emploi. Nous connaissons votre cadre de travail et les problématiques liées au manque de personnel dans le département, mais cela ne peut pas conduire à contraindre des personnels à travailler à temps complet. Nous vous demandons d'accepter tous les temps partiels tels qu'ils sont demandés dans le département.

Concernant les ineat exeat, Mme l'Inspectrice d'Académie avait donné un signal très positif en accordant les exeat et les ineat des titulaires mais les départements concernés ne jouent pas le jeu. Vus les résultats catastrophiques aux permutations informatisées, nous aurions souhaité que pour l'ensemble des personnels la mobilité puisse être réellement un droit. Nous voyons aujourd'hui les conséquences de ces blocages sur notre mouvement départemental et nous le déplorons.

Pour la phase d'ajustement, le groupe de travail a permis d'avancer sur le dossier. Nous souhaitons que l'expérience puisse être renouvelée l'année prochaine et espérons qu'à l'avenir les documents de travail transmis aux représentants des personnels le soient sous un format véritablement exploitable, demande maintes fois formulée. Même si les fiches de dialogue ont été un outil, il est à améliorer et ne doit pas faire oublier que c'est le barème qui prime.

Même si dans notre département, l'annonce ministérielle des CP à 12 n'a pour l'instant pas de réel impact, au niveau national, la nouvelle mandature s'annonce très mal pour l'école. Notre ministre pense-t-il qu'il suffit de cultiver son image dans les médias pour que les élèves progressent ? Des

dossiers en cours comme les derniers groupes de travail avec le PPCR, la mobilité des enseignants, le temps de travail, la santé au travail sont des dossiers bien plus urgents même si beaucoup moins médiatiques.

Le SNUipp-FSU ne participera pas à ce jeu de postures et continuera ses batailles de fond sur le terrain quel que soit le gouvernement en place.